



Universités & Ecoles à
consulter pour la rentrée
2016-2017. P.16



Blaise COMPAORE
De l'Ascension à la Descension
Titre du tout nouveau livre de
Damiss OUEDRAOGO. P.3

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°110 du lundi 08 août 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- Jobs Campus. P. 10
- Les offres de bourses. P.26

Education

Ecole Privée de Formation des Enseignants Sortie de la Première Promotion P.2

Région du Sud-Ouest



La Ministre de la Femme, Laure ZONGO / HIEN, marraine recevant un cadeau des mains du fondateur.

BANDE ANNONCE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Suite page 1.



El Hadj ZABDA Harouna opérateur économique recevant un certificat de reconnaissance des mains du fondateur l'Honorable Député PALENFO Kodjo Jacques.

L'Ecole Privée de Formation des Enseignants du Primaire (EPFEP) Solidarité Sud-Ouest a effectué sa sortie officielle dans la matinée du samedi 06 août 2016 au sein dudit établissement à Gaoua. Cette cérémonie placée sous le parrainage de Madame Laure Zongo/Hien Ministre de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille, a connu la présence des autorités de la région, du corps professoral, des parents, amis et autres.

« Défis de l'éducation face à l'incivisme », c'est sous ce thème que la première promotion de l'Ecole Privée de Formation des Enseignants du Primaire (EPFEP) Solidarité Sud-Ouest de Gaoua au nombre de cent quatre-vingt-quinze (195) a effectué sa sortie.

Cette promotion dont le crédo est « réussir pour la compétence » a fait un taux de succès de 100%.

Trois interventions ont ponctué cette cérémonie de sortie. Prenant d'abord la parole, le Délégué Général HIEN Esaïe a salué tous ceux qui ont fait le déplacement pour honorer de leur présence leur sortie officielle de promotion. « Cette matinée n'est pas comme les autres, elle marque la fin d'une partie de notre vie » a-t-il indiqué. Il a aussi retracé les difficultés auxquelles ils ont dû faire face. Pour terminer ses propos, il a remercié le Fondateur l'Honorable le Député PALENFO Kodjo Jacques, la marraine, le corps professoral, les parents et tous les acteurs qui leur ont permis aujourd'hui d'être des Instituteurs.

Le fondateur PALENFO Kodjo Jacques, lui, à son tour a remercié la marraine pour avoir accepté de parrainer cette cérémonie. Il a aussi remercié le corps professoral et surtout les parents des stagiaires qui ont consenti des efforts, des sacrifices pour assurer la formation de ces impétrants. Dans son

allocution, il a fait cas des impayés qui s'élèvent à plus de cinq (5) millions. Il est aussi revenu sur les mesquineries qui animent les fils du Sud-Ouest. Selon lui des fils de cette localité ont tout fait pour que son projet de création de cette école privée soit un échec mais grâce à Dieu tout s'est bien passé.

Celui qui a la charge d'éducateur doit avoir un paquet de connaissances (savoirs, savoir-faire et savoir-être) a dit la ministre de la Femme, Laure ZONGO/HIEN, marraine de cette cérémonie. Dans son message, elle a remercié, le Gouverneur Tagsseba NI-TIEMA pour son accompagnement, le fondateur, l'Honorable Député PALENFO Kodjo Jacques et tous les autres acteurs. « Ce résultat de 100% nous rassure » a-t-elle poursuivi. Faisant référence au thème, la marraine dira que l'incivisme ne peut être combattu que par l'éducation rien que par l'éducation.

Elle a insisté en disant ceci : « l'oisillon vole à l'image de sa mère selon un proverbe Lobi » donc, il revient à ses filleuls de montrer aux yeux des autres ce comportement de bon citoyen. Elle a aussi rassuré qu'aucun effort ne sera de trop pour elle pour les accompagner. Au vu du montant élevé des impayés et des difficultés financières que traverse l'établissement, la marraine a soutenu le fondateur par l'octroi d'un chèque d'une valeur de trois cent cinquante (350 000) francs.

Des certificats de reconnaissances ont été remis à des personnalités qui ont aidé l'établissement pour son bon fonctionnement. Une plantation d'arbres a mis fin à la cérémonie. Mais au paravent des activités comme des jeux de société, don de sang, de journée de salubrité, des conférences, des matchs de football et bien d'autres ont marqué cette sortie de promotion.

Kissogo Abdoul Karim OUATTARA pour
SCI



Blaise COMPAORE

De l'Ascension à la Descension

Titre du tout nouveau livre de Damiss OUEDRAOGO

Région du Centre

Adama OUEDRAOGO dit Damiss fait désormais parti des écrivains au Burkina Faso. Il vient de publier officiellement son livre intitulé Blaise COMPAORE, de l'Ascension à la Descension. La cérémonie de dédicace de ce document a eu lieu le vendredi 05 août 2016 à Ouagadougou. Dans ce livre, Adama OUEDRAOGO analyse les déterminants sociopolitiques qui ont favorisé l'ascension de Blaise COMPAORE depuis son accession au pouvoir et fait le diagnostic des maux qui ont précipité sa descension.

C'est en présence d'une marée humaine composée d'hommes de médias, d'hommes politiques, d'écrivains, d'amis de l'auteur que s'est déroulée la cérémonie de dédicace dans la salle de conférence des archives nationales. Blaise COMPAORE, de l'Ascension à la Descension est un livre de cent quatre-vingt-trois (183) pages illustré par une vingtaine de photographie.

Cet ouvrage est préfacé par Ahmed Newton BARRY rédacteur en chef de l'Evènement et actuellement président de la commission électorale nationale indépendante (CENI).

Dès l'entame de l'œuvre à l'introduction, Damiss OUEDRAOGO se pose la question suivante : « Mais comment, le jeune capitaine COMPAORE a-t-il réussi à renverser le charismatique Thomas SANKARA, à se maintenir un peu plus d'un quart de siècle et à battre le record de longévité dans l'exercice du pouvoir politique au Burkina Faso ? »

Ainsi, l'auteur livre une brève biographie, le parcours scolaire, militaire et politique de Blaise COMPAORE.

Le corps de l'œuvre est subdivisé en trois chapitres. Dans le premier, l'auteur relate les facteurs endogènes de l'ascension et de la descension tandis que le deuxième chapitre aborde les facteurs exogènes. Le dernier chapitre quant à lui traite de la chute.

Dans le chapitre I Adama OUEDRAOGO, parle des liens d'amitiés



entre Blaise COMPAORE et Thomas SANKARA jusqu'à sa mort tragique le 15 octobre 1987 qu'il appelle le processus de rectification. Il affirme que SANKARA et COMPAORE sont deux frères d'armes aux tempéraments et aux styles diamétralement opposés. « Le premier, grand tribun, impétueux et charismatique. Le second, taciturne, froid et calculateur ».

A partir de 1990, l'auteur explique comment Blaise COMPAORE a légitimé et perpétué son pouvoir. Il contrôlait les forces politiques, surveillait l'armée et les opérateurs économiques étaient des hommes et des femmes d'affaires proches du pouvoir d'où une génération spontanée de nouveaux riches.

La dernière partie du premier chapitre énumère une liste des collabora-

teurs fidèles et dévoués de Blaise que l'auteur appelle la galaxie COMPAORE.

Abordant les facteurs exogènes, Adama OUEDRAOGO affirme qu'après son coup d'état Blaise COMPAORE a dû faire face à « l'hostilité de certains pays » avant « la réconciliation avec les amis et les ennemis de SANKARA ».

Il ajoute que le Burkina était impliqué dans les conflits armés. Et l'auteur qualifie l'ancien président d'un « pyromane devenu faiseur de paix » et d'un « libérateur d'otages ». Le Libéria, la Côte d'Ivoire, le Togo, la Guinée, le Niger, le Mali sont les pays où Blaise COMPAORE est impliqué dans les crises.

Le dernier chapitre du document Blaise COMPAORE : de l'Ascension à la Descension fait ressortir les principales raisons de la chute de Blaise de COMPAORE. D'abord l'auteur fait comprendre aux lecteurs que l'ex-président a ignoré qu'« il faut savoir quitter les choses avant qu'elles ne te quittent ».

Pour Damiss les choses étaient prévisibles car le régime vivait dans une illusion totale caractérisée par la mise à l'écart et la disgrâce aux conséquences désastreuses de certains ténors du parti tels Salif DIALLO, Boureima BADINI, Roch Marc Christian KABORE.

A cela l'auteur ajoute les conséquences de la crise de 2011 qui a été mal gérée, l'arrivée de Zéphirin DIABRE sur la scène politique, l'avertissement de l'Eglise catholique, dans une lettre pastorale, le 15 juillet 2013.

Suite page 4.



Suite page 3.

Qui est Adama OUEDRAOGO dit Damiss ?

L'auteur de Blaise COMPAORE de l'Ascension à la Descension est journaliste au quotidien privé d'informations générales l'Observateur Paalga où il est le chef du desk politique.

Il est diplômé en Communication et journalisme de l'Université de Ouagadougou. Adama OUEDRAOGO est par ailleurs enseignant en communication des entreprises et en droit de la communication dans des écoles et instituts supérieurs privés au Burkina Faso.

Après le putsch de septembre 2015, l'auteur fut arrêté et emprisonné à la Maison d'Arrêt et de Correction des Armées pour sa présumée implication avant d'être libéré.

A cet effet, Boubacar DAO, critique, poète, dramaturge affirme : « Avec ce livre, Blaise COMPAORE : De



l'ascension à la descension, Adama OUEDRAOGO entre à la MACA, la Maison d'Accueil et de Certification des Auteurs ». Le livre est disponible

dans les librairies à 6000f et au service commercial de l'Observateur Paalga à 5000f.

M'pempé Bernard HIEN pour SCI

Campagne 2016 de sensibilisation sur la corruption à Fada

Région de l'Est

Du 3 au 4 août 2016, s'est tenue dans la salle de conférence de la Mairie de Fada N'Gourma, la deuxième et dernière étape de la campagne 2016 de sensibilisation sur la corruption à l'endroit des acteurs de la justice et de la société civile.

L'activité qui prenait en compte pour la seconde année consécutive les organisations de la société civile, a été organisée par le Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par monsieur Pascal BAMOUNI, Directeur Général de la Politique Criminelle et du Sceau, qui représentait monsieur le Ministre de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion

Civique, Garde des Sceaux empêché. Le représentant du Ministre avait à ses côtés, monsieur Luc Marius IBRIGA, Contrôleur Général d'Etat et monsieur le Maire de la commune de Fada N'Gourma.

Ont pris part à l'activité, un Conseiller technique du Ministre de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique, Garde des Sceaux, des magistrats, des policiers, des gardes de sécurité pénitentiaires, des gendarmes, des greffiers, des acteurs de la presse et des représentants d'organisations de la société civile.

Avant le discours d'ouverture, monsieur le représentant du Directeur de la Communication et de la Presse Ministérielle a souhaité la bienvenue

aux participants et situé le contexte de l'activité de sensibilisation contre la corruption, un fléau qui semble bien résister aux actions de prévention et de répression.

Trois grandes étapes ont constitué le programme de la campagne de sensibilisation sur la corruption : la cérémonie d'ouverture, les communications et échanges et la cérémonie de clôture.

A l'entame du discours d'ouverture, monsieur le Directeur Général de la Politique Criminelle et du Sceau a souhaité la bienvenue aux participants et situé le contexte de l'organisation de la campagne 2016 de sensibilisation sur la corruption qui a débuté à Dédougou le 11 juillet 2016.

Suite page 5.



Société

Suite page 4.

Il a été rappelé qu'en dépit des multiples efforts déployés par les Etats pour prévenir et/ou lutter contre la corruption, force est de constater que le phénomène demeure et reste difficile à éradiquer.

Il est par ailleurs ressorti du discours du Ministre, la nécessité d'impliquer les organisations de la société civile dans la lutte contre la corruption qui existe hélas, au niveau de toutes les couches de la société.

Les acteurs de la société civile peuvent alors être de bons relais des messages de sensibilisation contre ce fléau qui gangrène aussi bien les pays pauvres que les pays développés.

Le discours d'ouverture a permis de savoir que les journées de sensibilisation sur la corruption, organisées par le Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique ont pour but de sensibiliser les acteurs de la justice et ceux de la société civile sur les effets néfastes de la corruption afin de les amener à s'engager davantage dans les actions de prévention.

Un accent particulier doit désormais être mis sur les actions de prévention parce que la corruption se manifeste sous de nouvelles formes qui la rendent difficile à détecter, toute chose qui complique la tâche des enquêteurs et des magistrats chargés des actions de poursuite et de jugement.

La première communication a été présentée par monsieur Pascal BAMOUNI, elle a porté sur la présentation de la loi n°004-2015/CNT du 03 mars 2015 portant prévention et répression de la corruption au Burkina Faso.

Les communications et échanges ont été faits sous la modération du Conseiller technique Dieudonné MANLY.

D'entrée de jeu, le communicateur a fait le constat que la corruption est un fléau mondial, il a par ailleurs in-



diqué que la loi n°004-2015/CNT du 03 mars 2015 portant prévention et répression de la corruption comporte 117 articles repartis en 5 titres.

Elle prescrit l'obligation de déclaration d'intérêt et de patrimoine à certaines personnalités et hauts fonctionnaires. Elle sanctionne par ailleurs, l'absence de déclaration dans le délai prévu et les déclarations fausses ou incomplètes respectivement par la privation du quart et du tiers des émoluments de la personne assujettie à la déclaration si après un rappel par exploit d'huissier notifié, à la diligence de l'Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption (ASCE-LC), à personne ou à domicile réel, elle ne satisfait pas à cette obligation légale avec possibilité de poursuites judiciaires.

S'agissant du contenu de la déclaration de patrimoine et d'intérêt, le communicateur a dit qu'elle prend en compte le patrimoine brut composé des biens meubles et immeubles de la personne assujettie à la déclaration, les biens des personnes apparentées au déclarant, par les liens de mariage, d'union de fait, de filiation ou d'adoption et les dettes qui grèvent le patrimoine du déclarant.

Une des innovations majeures de la loi portant prévention et répression de la corruption réside dans son mécanisme de protection des témoins, des dénonciateurs et des victimes.

La loi en effet, fait obligation au ministère public de mettre en mouvement l'action publique lorsque des

faits avérés susceptibles d'être qualifiés de corruption sont révélés dans les rapports des structures de prévention et de lutte contre la corruption.

A la fin de la première communication, monsieur le Contrôleur Général d'Etat a pris la parole pour donner des précisions sur le sens des actions de lutte contre la corruption en insistant sur le rôle que peuvent jouer les organisations de la société civile dans la lutte et la nécessité de moraliser davantage la gestion des biens publics.

Le Contrôleur Général a affirmé par ailleurs que l'ASCE-LC a été constitutionnalisée en 2015 ; que son institution travaille sur un projet qui permettra dans les meilleurs délais, aux personnes assujetties de faire leurs déclarations d'intérêt et de patrimoine par voie électronique.

Il a en tout état de cause suggéré que les organes de contrôle fassent de plus en plus des contrôles réguliers afin de minimiser les risques de dissipation des fonds dans les administrations publiques à travers la corruption et autres infractions assimilées.

Monsieur le Contrôleur Général d'Etat a fait savoir que l'ASCE-LC dans ses contrôles, ne juge pas de l'opportunité des dépenses effectuées ni de leur montant mais plutôt de leur régularité ; que l'ASCE-LC fait des constatations d'irrégularités. Ses rapports n'ont donc pas autorité de la chose jugée.

Suite page 6.



Suite page 5..

Le Contrôleur Général a terminé son propos en donnant l'information aux termes de laquelle l'ASCE-LC va bientôt former ses contrôleurs aux techniques de rédaction de procès-verbaux d'enquête suivant le canevas traditionnel des officiers de police judiciaire.

La deuxième communication de la première journée a été donnée par monsieur Adolphe KABORE, Contrôleur d'Etat ; elle a porté sur les actions de l'ASCE-LC en matière de lutte contre la corruption au Burkina Faso.

D'entrée de jeu, le communicateur a expliqué le changement intervenu dans la dénomination de l'institution qui l'a fait passer de l'ASCE à la dénomination l'ASCE-LC d'où l'intérêt très marqué de son engagement dans la lutte contre la corruption.

Le communicateur a donné une définition de la corruption, un fléau qui existe aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé. Il a ensuite donné un aperçu des attributions de l'ASCE-LC et de ses actions dans la lutte contre la corruption.

Les différentes étapes des contrôles faits par de l'ASCE-LC sous la forme de manuel de procédures et les irrégularités habituellement constatées ont été exposées aux participants.

Au terme des deux communications, la parole a été donnée aux participants qui ont posé des questions aux communicateurs.

Les questions ont essentiellement porté sur la compréhension de la définition de la corruption, la détermination de l'acte de corruption, les conditions de constitution de partie civile des organisations de la société civile dans les dossiers de corruption, le formulaire de déclaration de patrimoine et d'intérêt, le mécanisme de détermination du seuil du cadeau toléré, la difficulté liée au contrôle des cadeaux et la nécessité de mettre à la disposition

des praticiens du droit et des autres acteurs de la lutte contre la corruption, les textes en vigueur notamment pour les actions de sensibilisation et de répression.

A toutes ces préoccupations, les communicateurs ont apporté des éléments de réponse.

Abondant dans le même sens, monsieur le Contrôleur Général d'Etat a entre autres, rappelé le principe du refus du cadeau, celui de la déclaration des cadeaux au supérieur hiérarchique de l'agent qui reçoit le cadeau quelle que soit la valeur du cadeau.

Ainsi, selon le décret portant fixation du seuil des dons, cadeaux et autres avantages soumis à déclaration, tout cadeau d'une valeur supérieure à trente-cinq mille (35.000) francs CFA, revient à l'Etat.

Enfin, au titre des suggestions, monsieur le Contrôleur Général d'Etat a fait cas de la nécessité de clarifier ou de réglementer la procédure de désignation des acteurs intervenant dans la chaîne de la dépense publique afin de mieux protéger les deniers publics contre les actions de connivence.

La seule communication du deuxième jour a été présentée par monsieur GNANOU Karfa, Magistrat ; elle a porté sur les procédures disciplinaires contre les indécidatesses dans les services judiciaires et les procédures de recours dont disposent les personnes mises en cause.

Ces indécidatesses peuvent dans la pratique être reprochées à des agents de toutes catégories des services de la justice. Ainsi, le communicateur a passé en revue les différents textes qui constituent les bases légales des poursuites selon le statut de la personne mise en cause.

Le non-respect des obligations imposées aux acteurs de la justice, chacun en fonction de son statut constitue une

faute professionnelle ou une infraction pénale. Il peut alors conduire à des sanctions disciplinaires cumulativement avec des sanctions disciplinaires et des sanctions pénales contre le contrevenant.

S'agissant des sanctions disciplinaires encourues, le communicateur a donné des précisions pour les magistrats, les avocats, les gardes de sécurité pénitentiaire, les huissiers, etc.

A titre illustratif pour les magistrats, on peut citer entre autres le blâme, la radiation du tableau d'avancement, l'abaissement d'échelon, la rétrogradation, la mise à la retraite d'office et la révocation sans suppression des droits à pension lorsque les faits sont d'une extrême gravité.

A la fin de la communication, la parole a été donnée aux participants pour les questions.

Les questions étaient relatives à la distinction entre les différents degrés de fautes professionnelles, au constat regrettable d'une corruption grandissante dans le milieu judiciaire, les limites entre sanctions disciplinaires et sanctions pénales.

A toutes ces questions, le communicateur a apporté des éléments de réponse.

A la fin des échanges, la parole a été donnée aux participants pour des propositions de mesures et d'actions susceptibles de mieux lutter contre la corruption dans le milieu judiciaire.

Les participants ont fait des propositions qui pourraient permettre de réduire la corruption dans le milieu judiciaire qui sont entre autres, continuer et renforcer les campagnes de sensibilisation en l'étendant à d'autres acteurs, la création de services d'information au niveau des juridictions au profit des usagers de la justice,

Suite page 7.



Suite page 6.

le renforcement des inspections au niveau des services judiciaires, le déguerpissement des intermédiaires des structures de la justice, etc.

En tout état de cause, selon un participant, la meilleure des propositions est

de sanctionner les cas d'indélicatesse des acteurs de la justice.

Le mot de clôture est revenu à monsieur le Directeur Général de la Politique Criminelle et du Sceau, qui au nom de monsieur le Ministre de la

Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique, Garde des Sceaux a remercié les participants pour leur assiduité et la qualité des échanges.

Seydou Nikiéma pour SCI

Passation de service à la préfecture de Gossina Tonton YAMEOGO passe le témoin à YAMEOGO junior

Région de la Boucle du Mouhoun



Intérieur de la préfecture de Gossina.

La ville de GOSSINA est le chef-lieu du département située à environ quelques trente-cinq kilomètre au sud de la ville de Toma sur l'axe routier Toma-Pankélé- Gossina. Ce 22 juillet a eu lieu la cérémonie de passation de service entre monsieur Bruno Adolphe YAMÉOGO préfet sortant et monsieur Hamidou YAMÉOGO Préfet entrant dans le département de Gossina en présence des corps constitués du département.

Monsieur Adolphe Bruno YAMÉOGO, dans son mot d'au revoir, a sou-

haité la bienvenue à monsieur Jean OUÉDRAOGO Secrétaire Général de la Province qui foule pour la première fois le sol du grand Gosso depuis sa prise de service dans le Nayala.

Après deux ans et deux mois de durs labeurs dans le département cotonnier du Nayala, tonton YAMÉOGO a souhaité réussite et succès là où il aurait échoué, bon séjour au nouveau venu et que Dieu bénisse le département de Gossina.

Après le récit officiel de son installation par le Secrétaire Général de la

Province, YAMÉOGO junior a dans son intervention, remercié l'assistance pour sa présence malgré les multiples occupations du moment. Manifestant sa reconnaissance au gouvernement pour sa nomination, le nouveau préfet s'engage pour le mérite de la confiance placée en lui pour le choix porté sur sa modeste personne. Pour cela, seul l'accompagnement de la communauté entière à ses côtés peut donner une lueur d'espoir de réussite à la mission de développement de la localité. Il reste à l'écoute des conseils, et privilégie le dialogue franc entre les collaborateurs. Pour terminer YAMÉOGO junior a souhaité aux braves agriculteurs du département une bonne et heureuse campagne 2016-2017.

Pour marquer la fin de l'installation officielle monsieur Jean OUÉDRAOGO, Secrétaire Général de la Province du Nayala, représentant madame le haut-commissaire, a félicité le préfet et l'a encouragé pour sa nomination par le gouvernement tout en rendant un hommage particulier au préfet sortant.

Selon lui, Adolphe Bruno YAMÉOGO, malgré les difficultés rencontrées, s'est entièrement investi pour résoudre les crises et installer la quiétude dans son département.

Suite page 8.



Suite page 7.

À l'entrant, au regard du contexte de nomination et n'ignorant point l'attente des populations, le Secrétaire Général de la Province lui a exigé une droiture exemplaire tout en restant conforme aux statuts afin de justifier la confiance du gouvernement placée en lui.

Comme un père à son fils les termes sonnaient claires: « monsieur Hamidou YAMÉOGO, vous ne réussirez qu'en associant toutes les couches dans la gestion administrative de la cité... »

A notre départ, le constat se fait sentir sur le visage du nouveau préfet. Certainement plusieurs questions ne trouvaient point de réponses logiques appropriées. Comment Tonton YAMÉOGO a-t-il pu vivre et travailler ici deux ans et deux mois? (...)

L'arbre ne doit pas cacher la forêt. En effet quand nous rentrions ensemble à Gossina à bord du véhicule du haut-

commissariat, pour parvenir au chef-lieu il nous a fallu deux heures trente minutes pour voir les premières habitations. Avec l'état de la route, il fallait être un chauffeur comme François pour prendre cette voie en période de pluie. La boue, les trous, tout un calvaire. Ce chauffeur a pu franchir là où le Président du Faso, son Excellence Monsieur Rock Marc Christian KABORÉ a passé la nuit lors de sa tournée du Sourou-Nayala le 27 août 2015 avant les élections. Et pendant la campagne le Président a supplié les populations de ne plus évoquer ce problème de route.

Le problème n'est pas seulement la voie. La préfecture a été construite par l'engagement seul des braves fils et filles du département. Ils sont à féliciter! Mais aujourd'hui tout est ruine et nid de roussettes et chauves-souris aux multiples cris aiguës. On se demanderait si ébola n'aurait pas pris sa source dans les bureaux de la préfec-

ture. L'odeur des urines de ses sales bêtes est suffocante.

La résidence aurait dû être reposante et accueillante, mais hélas! On ne peut point y garder un meuble en bois pendant deux heures de temps. Les termites! Rien ne peut être accroché au mur. C'est ça la réalité à Gosso.

Dans de telles conditions un agent peut-il réellement donner le meilleur de lui-même? En tout au toucher de cette triste réalité YAMÉOGO junior n'est pas fier de sa nomination.

Ne voit-il pas en Gossina un calvaire, une punition pour un nouvel administrateur lors de son baptême de feu? Ce qui est sûr il faut venir au secours du département de Gossina et du Nayala en entier en matière d'infrastructures de bureaux et de routes.

Tigiane Antoine KI pour SCI

Restez vigilants et collaborez surtout en signalant toute choses que vous trouverez suspectes



Suite à un incident, une des parties a porté à la connaissance d'une Brigade de Gendarmerie de la ville de Ouagadougou, de ce que son antagoniste possédait une arme à son domicile. La perquisition qui s'en est suivi a permis de retrouver un arsenal dans cette maison. En effet cet artisan de profession, gardait dans un sac un fusil d'assaut Kalashnikov crosse escamotable, 2 chargeurs garnis de 63 cartouches 7,62mm, et une boîte entamée de cartouches de 9mm.

Ce genre de réaction est à saluer et à encourager quelque soit ces motivations car, une arme de guerre est au moins, hors d'état de nuire.

Après les investigations, il est ressorti que l'arme se trouvait dans un sac qui aurait été confié à ce monsieur par un ami aujourd'hui en fuite. Ce dernier a déjà fait de la prison et est recherché activement pour des braquages dans le sud ouest et l'ouest du pays.

Faites attention aux affaires que l'on peut vous confier : ici le recel d'armes de guerre ou la complicité à une entreprise terroriste peuvent lui être reprochés. Sachez également qu'au delà du détenteur, celui ou celle qui est informé ou est témoin d'une détention illégale d'arme de guerre peut être accusé de connivence avec une entreprise terroriste.

Les menaces sont réelles. Restez vigilants et collaborez surtout en signalant toute choses que vous trouverez suspectes.

La Gendarmerie Nationale, une force humaine à votre service



Appel à candidatures pour le Concours de documentaire scientifique africain « Les Mils d'Or » Le 22 octobre 2016 à Ouagadougou.

L'Institut de recherche pour le développement (IRD) en partenariat avec le Goethe-Institut et l'Association des Journalistes et Communicateurs Scientifiques du Burkina Faso (AJCS-BF), ouvre une campagne d'appel à candidatures pour la 6ème édition du concours de documentaire scientifique africain « les Mils d'Or » de Ouagadougou.

La finale de cette 6ème édition aura lieu le 22 octobre 2016 dans la salle de réunion du campus IRD-CIRAD à Ouagadougou.

Le concours du documentaire scientifique « les Mils d'Or » ambitionne de contribuer à donner du sens à la Science en faisant la promotion du film dédié aux liens entre la Recherche et les enjeux sociétaux (écologie, économie, droits humains ...).

A ce titre sont concernés les films traitant notamment :

- d'enquêtes et analyses établissant un diagnostic ou traitant de la perception d'une problématique, dont l'impact social, économique, humain est avéré ;
- de démarches de recherches, en lien avec le contexte des acteurs sociaux et techniques concernés ;
- de promotion d'initiatives professionnelles de mise en pratique de résultats de recherches.

Les films sélectionnés devront répondre en outre aux critères suivants :

- film réalisé entre 2013 et 2016,
- format numérique,
- durée : 30 minutes maximum,
- langue française ou nationale sous-titrée en français.
- résumé : 5-10 lignes maximum
- contact du réalisateur (nom et e-mail)

Le Jury appréciera les œuvres au travers des critères suivants, sans exclusive de propositions complémentaires qu'il pourra juger opportun dans le cadre de l'édition 2016 :

- Pertinence du thème :
- Au plan scientifique, par rapport à l'actualité et à la validité technique du propos ;
- Au plan de l'enjeu (social, géographique, économique, politique)
- **Qualité du message :**
- Clarté du message et rigueur de son énoncé
- Objectivité scientifique

- **Qualité professionnelle et artistique du film :**

Prises de vues, son, montage.

Le Lauréat recevra un trophée de l'IRD.

La date limite de réception des films est fixée au 7 octobre 2016 à 17h30.

Les films en compétition seront reçus à l'IRD tous les jours ouvrables sur support DVD ou Blu-Ray Disc.

Contacts :

Bérénice Ouattara, centre IRD de Ouagadougou, Burkina Faso.

688, avenue du Pr Joseph Ki-Zerbo

01 BP 182 Ouagadougou 01

E-mail : com.burkina@ird.fr

Tél : (226) 50 30 67 37 ou 39

Sciences-Campus Info

OFFRE SPECIALE AUX UNIVERSITES, LYCEES ET ECOLES SUPERIEURES

En prélude à la rentrée scolaire et académique 2016-2017, le magazine universitaire vous propose un package pour la circonstance vous permettant de mieux faire connaître votre établissement et ses offres de formations.

Le package comprend la diffusion de votre annonce, communiqué ou affiche sur une page entière du quotidien numérique pendant 30 jours donc sur 30 numéros, la rédaction d'une page dédiée à l'établissement sur le site web, l'affichage du logo, le nom de l'établissement et le lien vers votre site web pendant 30 jours, le partage du lien de la page dédiée à votre établissement sur Facebook pendant 30 jours.

L'audience de Sciences-Campus Info est votre cible recherchée que vous pourrez toucher directement à travers ce package soit plus de 100.000 téléchargements du quotidien numérique à chaque numéro, environ 162.000 personnes sur Facebook et plusieurs milliers de contacts direct des parents et bacheliers 2016 dans le newsletter collectés sur tout le territoire national.

NB : le cout du package est de 150.000 FCFA pour un mois

Contactez-nous : tél. : 00226 76 60 97 21/ 00226 72 08 03/ 00226 72 07 20 20 /

Email : ac@sc-mail.info / Au siège sur le boulevard des Tang Soaba à 500 mètres du SIAO



Avis de recrutement

Poste : France – Chargé de Gestion Financière desk RDC-Kenya-Somalie (H/F) – CDI – Paris/Clichy

Description

Date de rédaction : 20/07/2016

Date de prise de poste souhaitée : Septembre 2016

Localisation : Clichy La Garenne

Qui sommes-nous?

Solidarités International (SI) est une association humanitaire qui secourt des populations en détresse, essentiellement victimes des conflits armés et de catastrophes naturelles. Spécialisée depuis plus de 35 ans dans la couverture des besoins vitaux, à savoir manger, boire et s'abriter, elle prend en charge des programmes d'urgence puis de reconstruction, dans le respect des cultures et de la dignité des populations. Les équipes de Solidarités International sur le terrain sont présentes dans une vingtaine de pays et sont composées d'environ 200 expatriés et de 1800 cadres et employés locaux. Le siège est lui composé de 80 personnes environ.

Descriptif du Poste :

Membre à part entière de l'équipe du desk RDC-Kenya-Somalie (6 personnes), Chargé(e) de Gestion Financière exerce ses fonctions sous l'autorité du Responsable Géographique, avec un lien fonctionnel sous le Responsable Gestion Financière de l'association, et en étroite collaboration avec les missions et les autres services du siège.

Tout en ayant un rôle transversal, il/elle est garant(e) de la bonne gestion des programmes et des missions du desk en termes de fonctionnement administratif et financier.

Liste des principales activités :

– Garantit la qualité analytique de la comptabilité et le respect du cycle comptable

– Assure le pilotage budgétaire de(s) mission(s). Anticipe et émet des recommandations pour faciliter les décisions aussi bien pour les contrats de financement bailleurs que les fonds propres.

– Assure la gestion financière et administrative des contrats (propositions, rapports, demandes d'avenant, demandes de versement, clôtures des contrats et éventuellement audits)

– Contrôle les besoins et le flux de trésorerie sur les missions en lien avec le Responsable Comptable Terrain concerné

– Exerce une autorité fonctionnelle sur les Coordinateurs administratifs des missions à travers la validation de candidats lors des recrutements, le suivi du travail sur la mission, les entretiens de performance et les débriefings

– Supervise l'assistant(e) support : gestion administrative, financière et logistique desk: fixe ses objectifs, assure sa formation, son intégration et l'accompagne par un système de délégation progressive, réalise son entretien de performance

– Participe à la programmation annuelle des missions du desk et du service missions: vérification, validation et suivi des annexes administratives en coordination avec le responsable géographique et le responsable programme

– Soutien au terrain et supervision des procédures administratives mises en place sur les missions.

Votre profil :

– Formation supérieure, de type école supérieure de commerce, maîtrise de gestion/finance,

– Expérience indispensable en ONG à un poste de coordination financière sur le terrain, ou à un poste similaire.

Ce poste suppose une bonne maîtrise des procédures comptables et de gestion, une connaissance des règles des bailleurs de fonds (ECHO, UE, OFDA, UNICEF...), un travail ex-

trêmement rigoureux, des facilités relationnelles avec les différents services et les expatriés sur le terrain.

– Maîtrise des logiciels bureautiques les plus courants (Word et Excel), bonne maîtrise de l'anglais

– Connaissance du logiciel comptable SAGA est un plus

Comment postuler :

Vous reconnaissez-vous dans cette description?

Si oui, envoyez votre CV et Lettre de Motivation à l'attention de Catherine HILTZER, Responsable Desk : CHiltzer@solidarites.org

Solidarités International se réserve la possibilité de clore un recrutement avant la date d'échéance de l'annonce. Merci de votre compréhension.

SI vous offrira les conditions suivantes :

Contrat CDI, Statut Cadre

Rémunération brute mensuelle de: 2680 €

12 jours de RTT/an

Mutuelle (80 %), tickets Restaurants (60%) prise en charge par l'association

Jour de récupération et couverture médicale prise en charge à 100% lors des déplacements terrain.

Poste basé à Clichy la Garenne (92) avec déplacements sur le terrain

Fonctions: Autre, Organisation, Administration, Technicien spécialiste
Activités: Economie, Finance, Administration

Pays: Europe, France

Contrat CDI

Postuler en ligne: https://emea3.recruitmentplatform.com/syndicated/private/syd_apply.cfm?ID=PI0FK026203F3VBQB6G8N8NW6&nPostingTargetID=18050

Date de fin de validité 21/08/2016



Jobs Campus



Avis de recrutement

Poste : Area Manager - République centrafricaine

Description

Nous sommes à la recherche d'un directeur régional dédié et expérimenté pour diriger une équipe de 60 collaborateurs répartis entre le Sibut et les bureaux Dekoa. Le chef de secteur va assurer la qualité et programme efficacité des coûts et la mise en œuvre du projet dans la province de Kemo. Les programmes actuels comprennent l'éducation, la protection, WASH, Shelter et AILC qui comprennent les deux composants d'urgence ainsi que la programmation ciblant les communautés de retour.

Le chef de secteur est membre de la Direction du Groupe et rend compte au Directeur Pays Pays.

Le programme en RCA du CNRC a été rétabli en Février 2014 et se concentre sur Shelter, la sécurité alimentaire, WASH, Education et ICLA programmes, soutenus par la protection et les activités de plaidoyer.

Les activités du programme sont en Kémo, Mambéré Kadéï et préfectures de Bamingui Bangoran, ainsi que dans Bangui. Le programme en RCA CNRC maintient également une capacité d'intervention d'urgence axé sur l'épargne-vie et de l'assistance de survie aux personnes touchées par de nouveaux déplacements, ainsi que le retour spontané. Le CNRC est actif au niveau local, national et international pour défendre les droits des populations vulnérables touchées par le conflit en RCA. En 2016, le CNRC vise à aider 110.000 personnes touchées par le conflit en RCA.

Description de l'emploi

la gestion de la ligne pour le personnel et les fonctions support de projet principal dans la région

La mise en œuvre des projets (y compris le budget de soutien de maître et de coordination entrée pour les pro-

positions des donateurs et rapports) dans la région, dans le respect des engagements contractuels (c.-à-qualité, les synergies, la rapidité, l'utilisation des ressources).

Veiller à ce que le renforcement des capacités est fourni à tout le personnel dans la zone

Coordonner les activités de programme du CNRC avec les autorités, les organismes des Nations Unies et d'autres organismes nationaux et internationaux / organismes de la région

Mener des missions régulières sur le terrain pour suivre l'exécution des projets membres du Groupe de gestion Pays (CMG)

Évaluer les besoins, développer des interventions d'urgence et mettre en œuvre des plans d'intervention

Apporter une contribution spécifique de la zone sur les stratégies de compétences de base, de stratégie et plan d'action

Assurer la sécurité générale et la sécurité du personnel dans la zone

Assurer une utilisation optimale des ressources dans les budgets des projets alloués et les stratégies de CC

Identifier, initier et suivre les questions de défense et de promouvoir activement les droits des rapatriés et des personnes déplacées internes (PDI) dans la région.

Respect et adhésion aux politiques du CNRC, des orientations et des procédures

Expériences / Formation du candidat

Minimum 3 ans d'expérience de travail en tant que gestionnaire principal de projet dans un contexte humanitaire / récupération

Une expérience de travailler dans des contextes complexes et volatils résultats documentés liés aux responsabilités du poste

La connaissance propre des compétences en leadership / profile

Aisance en français et en anglais, à la fois écrites et verbales

La connaissance du contexte en RCA est un plus

Expérience en tant que chef du bureau ou poste similaire est un fort avantage

Langues parlées

Français + Anglais

Qualité du candidat

Manipulation des environnements peu sûrs

Réflexion stratégique

Autonomiser et renforcer la confiance

Gestion de la performance et le développement

La gestion des ressources pour optimiser les résultats

Tous les employés du Conseil norvégien pour les réfugiés devraient être en mesure d'adhérer à notre Code de conduite et les quatre valeurs organisationnelles: Dédié, innovante, inclusifs et responsables

Fonctions Autre, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Organisation, Administration

Activités : Autre

Pays : Afrique, Centrafrique

Contrat : CDD

Durée du contrat : 15 mois

Salaire / Indemnité : Selon les directions générales internationales du CNRC et la gratuité du logement de qualité moyenne.

Postuler en ligne https://www.webcruiter.no/wcmain/advertisementpublic.x?oppdrag_snr=3134724844&link_source_id=1699698942&company_id=2095819838&culture_id=EN

Date de fin de validité 16/08/2016



Avis de recrutement

Poste : Stagiaire AME – RDC

Description

I. ACTED

Depuis 1993, l'association de solidarité internationale ACTED répond aux besoins humanitaires des populations dans les situations de crise et au respect de leur dignité, tout en favorisant et mettant en œuvre des opportunités pour un développement durable, en investissant dans les potentiels de l'Homme.

ACTED s'engage à répondre aux urgences et à développer la résilience face aux situations de crise, à co-construire une gouvernance effective, et à promouvoir une croissance inclusive et durable.

Nous œuvrons sur le dernier kilomètre de l'action humanitaire. Notre mission est de sauver des vies et de répondre aux besoins essentiels des populations dans les zones les plus difficiles d'accès. ACTED développe et met en œuvre des programmes à destination des populations les plus vulnérables qui souffrent de violences, des conflits, de catastrophes naturelles ou d'une situation de pauvreté endémique. L'approche d'ACTED dépasse la réponse d'urgence, avec un engagement dans le développement durable et l'accès des communautés aux moyens de subsistance.

ACTED met en œuvre plus de 450 projets par an auprès de 8 millions de bénéficiaires dans 35 pays, pour un budget de 160 millions d'euros. Nos équipes sont composées de 400 staff internationaux et 4300 staff nationaux

II. Profil pays

Bureau Principal : Kinshasa

Staff National : 153

Zones : 4

Programmes en cours : 12

Budget : 4 M €

ACTED a démarré ses projets en RDC en 2003. L'histoire présente de ce pays est marquée par 30 ans de

dictature (1967-1997) suivis de deux guerres (1996 et 1998).

Bien que les guerres soient officiellement terminées, il persiste des conflits localisés à l'est du territoire.

La RDC est un pays très vaste et aux facettes multiples :

– Province du Katanga : hormis quelques foyers résistants de choléra, la période d'urgence est aujourd'hui achevée. De nombreux rapatriements de réfugiés congolais ont été effectués ces dernières années.

– Province du Sud Kivu : il s'agit d'une zone aux réalités variées, avec des zones d'urgences (forts mouvements de populations), de transition et de développements.

Les principaux secteurs d'intervention d'ACTED dans le pays sont:

1. Aide humanitaire d'urgence (accès à l'eau potable et réponse d'urgence aux mouvements de population par la mise en œuvre d'adductions d'eau, de puits, de captage de sources, de latrines scolaires et d'urgence, etc.)

2. Sécurité alimentaire (distribution d'intrants et outils agricoles, recapitalisation du cheptel, mise en place de coopératives agricoles, transformation des produits, activités génératrices de revenu, etc.)

3. Promotion de la santé (construction et réhabilitation d'ouvrages d'eau et d'assainissement, lutte contre le choléra, sensibilisation, etc.)

4. Développement économique (à travers la construction ou réhabilitation d'infrastructures, notamment routes & pistes, bâtiments sanitaires et scolaires, les activités socio-économiques et les activités génératrices de revenu).

Des évaluations et analyses de la vulnérabilité alimentaire sont effectuées par l'AMEU à des fins de ciblage de bénéficiaires, interne et externe, dans les provinces du Sud-Kivu et du Katanga.

En 2012, ACTED poursuit son implication dans les programmes de reconstruction et de stabilisation du pays notamment à travers la construc-

tion d'écoles en Equateur, province la plus pauvre de la RDC longtemps oubliée et l'ouverture de projets en Province Orientale.

Entre urgence et relance économique dans les provinces stabilisées – Après des années de guerre, la République Démocratique du Congo (RDC) est un des pays les moins développés au monde. L'espérance de vie, les principaux indicateurs en santé, en éducation sont parmi les plus faibles au monde. Dans l'est, les guerres et les affrontements entre les FARDC et les différents groupes armés ont détruit la grande majorité des infrastructures commerciales, sociales ou sanitaires, limitant les capacités de résilience des populations. Dans les autres parties du pays, les populations souffrent d'une pauvreté chronique et ne disposent pas d'un accès suffisant aux soins de santé de qualité, à l'eau potable ou à l'enseignement.

III. Profil de poste

Le stagiaire AME reportera à l'AME Manager et/ou au Directeur Pays et au Coordinateur Régional.

Ses missions seront les suivantes :

– Planifier des évaluations régulières : missions appraisal, monitoring and evaluation.

– Rédiger régulièrement des rapports de suivi et d'évaluation des projets.

– Faire le lien avec les chefs de programmes afin de discuter des méthodologies et des résultats des évaluations afin de s'assurer que le département des programmes intègre bien les résultats des assessments et effectue les changements au niveau programmatique.

– Soutenir les équipes en charge de la mise en place des projets à travers l'identification des best practices et des « lessons learned ».

– S'assurer que les partenaires locaux en charge d'évaluations soient bien formés sur les méthodologies

Suite page 13.



Jobs Campus

Suite page 12.

participatives notamment ou autres méthodologies de récolte de l'information.

– En collaboration avec les équipes des programmes, participer au design et à l'amélioration des processus d'évaluation participative pour les projets d'ACTED.

– Faire le lien avec les partenaires/le gouvernement sur la collecte, l'analyse et le partage d'informations dans les domaines d'intérêt d'ACTED.

Ville: Kinshasa

Expériences / Formation du candidat

Niveau Master, de préférence dans le développement/l'humanitaire.

Au moins un an d'expérience dans une organisation humanitaire, de développement.

Expérience dans la réalisation d'enquêtes participatives et connaissance

du cycle de projet.

Qualités de communication et capacité à travailler dans un environnement interculturel : staff expatrié, staff national, communautés rurales.

Flexibilité et adaptabilité sont des qualités indispensables.

Capacité d'autonomie et de prise d'initiative.

Excellentes qualités rédactionnelles en anglais et en français.

Une connaissance de la région serait un plus.

Langues parlées

Français / Anglais

Fonctions : Animation, Formation, Assistance, Secrétariat, Traduction, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités : Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Droit, Economie,

Finance, Administration, Génie civil, Hydraulique, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines, Santé, Social

Pays : Afrique, RD Congo

Contrat : Stage

Durée du contrat : 6 mois

Salaire / Indemnité

Statut : Volontaire

Per diem : 300USD

Prise en charge ACTED : logement, nourriture, billets d'avion et couverture sociale

Documents à envoyer

Merci de nous faire parvenir votre candidature en français : **CV, lettre de motivation et trois références à l'adresse suivante : jobs@acted.org**

REF : AMEI/RDC/SA

Email de la personne contact stages@acted.org

Date de fin de validité 01/09/2016



Avis de recrutement

Poste : UN CHEF DE SERVICE DES FINANCES - FLYING

Description

Pays: Toutes les missions d' ACF

Durée du contrat : Fixe Durée du contrat jusqu'à la fin de 2016 - possibilité de prolongation - statut d'expatrié

La position: Afin d'assurer une bonne administration et transparente des fonds en fournissant la gestion comptable et financière cohérente avec le cadre de gestion financière ACF et de la législation locale. La mission globale de ces postes est d'effectuer des missions successivement courtes de soutien ou "comblent les lacunes" dans différents pays (3 mois maximum d'affectation de mission):

Contribuer à la définition de la stratégie de la mission

Assurer une qualité supérieure représentant la mission

Assurer la gestion de trésorerie de haute qualité pour la mission

Assurer la gestion financière et budgétaire

Promouvoir et assurer la collaboration financière et la coordination avec les partenaires de la mission

Prévenir et gérer la fraude et la corruption

Gérer l'équipe des finances en capital et être technique / Support gestionnaire de gestionnaires des finances dans les bases

Le demandeur :

Vous êtes titulaire d'un diplôme de maîtrise en administration économique ou affaires. Vous avez une expérience de terrain des ONG dans les programmes de gestion du budget de la gestion financière, comptabilité et. Vous avez une forte capacité à travailler dans un environnement complexe avec différents niveaux de coordination.

Vous êtes également reconnu pour votre excellente communication diplomatique, les compétences organisationnelles et de gestion de l'équipe.

Courant en français et en anglais (expression orale et écrite) est obligatoire.

Statut:

Salaire mensuel brut allant de € 2000 à € 2500 selon l'expérience pertinente

dépenses alimentaires et d'hygiène, per diem, les frais de transport, hébergement individuel ou collectif, l'assurance médicale

25 jours de congés annuels payés et 20 jours de repos et de récupération (R & R) par an

Pour postuler, s'il vous plaît visitez notre site Web:

Suite page 14.



Jobs Campus

Suite page 13.

<http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2083/A-Head-Of-Finance-Departement-Flying/>

Suivez nos offres d'emploi et rejoignez - nous sur Facebook: [https://](https://www.facebook.com/groups/acf.jobs/)

www.facebook.com/groups/acf.jobs/

Ville: Partout dans le monde
Fonctions: Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Organisation, Administration
Activités: Autre, Economie, Finance, Administration

Pays: Afrique, Asie, Europe, Moyen Orient

Contrat: CDD

Postuler en ligne <http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2083/A-Head-Of-Finance-Departement-Flying/>

Date de fin de validité 30/08/2016



Avis de recrutement

Poste: Stage – Assistant(e) au pôle géographique Asie-Pacifique – Pôle programmes – Croix-Rouge française

Description

Au sein de la Direction des Relations et des Opérations Internationales (DROI), le/la stagiaire exerce ses fonctions au sein du Desk géographique, sous la responsabilité d'un adjoint au responsable de Desk.

Un stage est à pourvoir sur la zone Pacifique (Iles Vanuatu et Salomon) et Asie (Philippines, Vietnam et Laos). Les thématiques principales de la Croix-Rouge française sur la zone Asie-Pacifique sont la réduction des risques de catastrophes, l'eau/l'hygiène/l'assainissement, la reconstruction, le changement climatique.

Le/la stagiaire est en lien constant avec les différents services supports et techniques, ainsi qu'avec les délégations des différents terrains.

Hormis les tâches prédéfinies dans la fiche de poste, la mission du/de la stagiaire consiste à soutenir le pôle géographique sur les demandes du terrain ou du siège permettant d'assurer le bon fonctionnement des opérations. Celui-ci/celle-ci est amené(e), en fonction de ses compétences, de sa motivation et de sa capacité à gérer son travail quotidien, à participer à l'avancée des dossiers transversaux du desk géographique.

Le ou la stagiaire participe aux tâches suivantes :

Appui à la gestion de projets :

Participation à la relecture des propositions de projets et des rapports intermédiaires et finaux (en anglais) ;
Participation à l'élaboration de termes de référence pour les évaluations de projets (initiales et finales) ;
Veille éventuelle sur l'actualité des catastrophes humanitaires en cours et rédaction de notes de synthèse.

Suivi administratif, financier et logistique des délégations :
Traitement des demandes d'avance mensuelles des délégations sur le terrain en lien avec le service contrôle de gestion ;

Elaboration de courriers divers en anglais à destination des partenaires et/ou sociétés nationales (en collaboration avec les adjoints) ;

Préparation et mise en signature de différents documents (conventions de partenariat et/ou accords de coopération notamment), suivi du circuit de validation et envoi au terrain ;

Participation au départ/retour des délégués en mission internationale et préparation des missions d'appui des salariés du siège ;

Préparation des pouvoirs bancaires en lien avec la trésorerie ;

Participation au support logistique des missions en lien avec le service achats/logistique.

Rédaction et capitalisation :

Archivage des données des pays de la zone sur le serveur commun de la DROI ;

Mise à jour des outils de partage de la DROI ;

Mise à jour des pages internet/intranet de la zone en lien avec le service

de la communication concerné ;
Veille médiatique humanitaire et sécuritaire des pays de la zone ;
Préparation et participation aux réunions sur la zone, qu'elles soient thématiques (ad hoc) ou transversales (réunions de coordination) et rédaction des comptes rendus.

Participation à l'organisation de la réunion annuelle de l'action internationale :

Suivi de la participation et des déplacements des chefs de délégation ;
Mobilisation ponctuelle sur l'appui à l'organisation d'ateliers/modules d'intervention ;

Participation à la rencontre avec les chefs de délégation et rédaction de comptes-rendus le cas échéant.

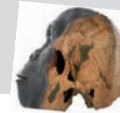
Enfin il/elle apporte son appui et son analyse selon les besoins du moment.

Connaissances et compétences développées à l'issue du stage : le stage a pour objectifs de mettre en œuvre les acquis de la formation universitaire du/de la stagiaire par une mise en situation en milieu professionnel, et de développer les compétences et connaissances suivantes :

Connaissance et pratique du cycle de projet international ;

Initiation à la gestion administrative, financière, des ressources humaines, et des moyens logistiques d'une mission internationale et de projets internationaux ;

Suite page 15.



Jobs Campus

Suite page 14.

Connaissance du fonctionnement, du rôle et des responsabilités d'un siège d'organisation internationale ;
Connaissance du contexte éco/socio/politique et des problématiques humanitaires de la zone en question ;
Connaissance du Mouvement International de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, des acteurs humanitaires, de la coopération internationale et notamment des bailleurs de fonds : Commission Européenne (DG ECHO, DEVCO), Agence française de développement, agences des Nations Unies, fondations d'entreprises et bailleurs privés, etc.
Ville Paris

Expériences / Formation du candidat

Profil recherché :

**Anglais : très bon niveau exigé ;
Rigueur et autonomie**

Très bonne capacité rédactionnelle, esprit d'initiative et de synthèse ;
Master en Relations Internationales, Humanitaire, Développement et Coopération ;
Très bon relationnel, savoir travailler en équipe et avec des multiples interlocuteurs ;
Dynamisme, et capacité à travailler dans l'urgence et sur plusieurs dossiers de manière concomitante ;
Maîtrise des outils informatiques (Excel, Word, Power point, Outlook, Internet explorer) ;
Forte motivation à travailler dans l'humanitaire et connaissance des acteurs humanitaires et de l'environnement de la coopération internationale ;
Une expérience associative ou dans le domaine humanitaire serait un réel atout ;
Connaissances du Mouvement International de la Croix-Rouge appréciées.

Fonctions: Coordination, Gestion de projet
Activités: Autre
Pays: Europe, France
Contrat Stage
Durée du contrat
Stage de 6 mois, temps plein.
Convention de stage obligatoire.
Prise de poste au 1er septembre 2016

Salaire / Indemnité

Stage indemnisé à hauteur de la gratification légale (554 €/mois). Participation de l'employeur au restaurant d'entreprise. Prise en charge de 50% du titre de transport RATP

Nom de la personne contact

**Contact : Zouhairat SAID OMAR
Zouhairat.said-omar@croix-rouge.fr**

Date de fin de validité 01/09/2016



Avis de recrutement

Poste : RESPONSABLE DE PRODUCTION

Type d'offre : Emploi

Métier(s): Génie Civil/Travaux publics, Bâtiment

Niveau(x): BAC+4, BAC+5

Expérience:

Lieu: Côte d'Ivoire

Date de publication: 01/08/2016

Date limite: 31/08/2016

LA MAISON DES CHEFS D'ENTREPRISE (MCE)

recrute

RESPONSABLE DE PRODUCTION

Rattaché au Directeur Général, vous êtes garant de l'atteinte des objectifs de production de l'entreprise.

À ce titre, vous aurez à :

• Assurer la production de qualité d'éléments en béton selon la politique industrielle définie par la direction ;

- Définir tous les modes opératoires de production
- Planifier la production et suivre les productions journalières par rapport aux prévisions et les réajuster ;
- Coordonner les exigences de production et les nécessités de maintenance ;
- Gérer le personnel de production ;
- Analyser les défaillances, les dysfonctionnements, proposer des améliorations ;
- Respecter et faire respecter toutes les normes d'hygiène, de qualité, de sécurité et environnement ;
- Conduire et faire aboutir tous les programmes de certification aux normes.

Titulaire d'un diplôme d'Ingénieur Génie civil - Ingénieur Industriel ou équivalent, vous cumulez plusieurs

années d'expérience au sein des services méthodes, études, production d'éléments en béton (poteaux électriques, tuyaux, caniveaux, bornes, mur de soutènement, etc.).

Vous maîtrisez les process de production et les technologies associées. Vous savez manager des équipes et conduire efficacement des projets. Doté d'un fort charisme et d'une force de persuasion, vous savez gérer des conflits en alliant à la fois fermeté et diplomatie.

Merci d'adresser : CV,, Lettre de motivation, photo, prétentions salariales à cv@mce-afrique.net/mce@aviso.ci



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (UCAO)
CUWA

**ECOLE SUPÉRIEURE
POLYTECHNIQUE DE KAYA
(ESPK)**

L'École Supérieure Polytechnique de Kaya (ESPK) a ouvert ses portes à la rentrée académique 2006-2007. Le fondateur est l'évêque de Kaya, Son Excellence Mgr Thomas KARORE. Sa création s'inscrit dans le cadre du grand projet de FUCAO (Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest) lancé par les évêques de la CEEAO (Conférence Episcopale Régionale de l'Afrique de l'Ouest) en janvier 2008 à Conakry. Elle est située sur la route nationale N°3 sur le côté gauche à l'entrée de la ville de Kaya (Burkina Faso).

LES OFFRES DE FORMATION À L'ESPK

1. Filières techniques industrielles

- ➔ **GÉNIE CIVIL** (Bâtiment et Travaux Publics)
- ➔ **GÉNIE ÉLECTRIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE**
- ➔ **GÉNIE HYDRAULIQUE RURAL** (Systèmes Irrigués)

Ces formations ouvrent au DUT (Technicien Supérieur) et à la Licence Professionnelle (Ingénieur des Travaux)

2. Filières commerciales

- ➔ **FINANCE COMPTABILITÉ** (Licence Pro Finance Comptabilité)
- ➔ **MARKETING ET GESTION COMMERCIALE** (Licence Pro Commerce & Distribution)

LES PARTENAIRES TECHNIQUES ET INSTITUTIONNELS

- Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation;
- Ministère de l'Eau et de l'Assainissement;
- Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques;
- Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest (UCAO);
- Direction de l'Enseignement Catholique du Burkina Faso;
- Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique du Gard (Nîmes France);
- Université de Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et Koudougou;
- IUT de Nîmes et IUT de Montpellier II (France);
- AGRHYMET - Niger;
- ...

LES DIPLOMÉS DE L'ESPK DEPUIS 2008

Génie Civil (BTP)
148 Techniciens supérieurs
88 Ingénieurs des travaux

Génie Electrique et Informatique Industrielle (REERIT)
36 Techniciens supérieurs
24 Ingénieurs des travaux

Génie Hydraulique Rural (SI)
22 Techniciens supérieurs
07 Ingénieurs des travaux

109 Techniciens et ingénieurs sont en cours de formation.

Les diplômés de l'ESPK s'insèrent facilement dans le marché de l'emploi auprès de nos partenaires ou ailleurs. Les meilleurs étudiants ont la possibilité de poursuivre leurs études dans des écoles d'ingénieurs en Europe ou ailleurs. Ils peuvent également acquies quelques années d'expérience... s'installer comme Consultant à leur propre compte.

Envoyez votre dossier d'inscription au secrétariat de l'administration dès le mois de Juillet

Appréhension n° 2016/0309 / MESRSIS / SG / CNE S&P / NP
Autorisation d'impression n° 2016 / 160 / MESRSIS / SG / CNE S&P / NP
Téléphone : (00226) 24 45 22 22 / 24 45 23 23 / 01 84 88 99 / 78 44 27 29 / 71 60 26 35 / 78 85 44 03 / 71 28 29 80 / 78 96 81 70
E-mail : info@espkaya.com Site : www.espkaya.com

Appréhension n° 2016/0309 / MESRSIS / SG / CNE S&P / NP
Autorisation d'impression n° 2016 / 160 / MESRSIS / SG / CNE S&P / NP
Téléphone : (00226) 24 45 22 22 / 24 45 23 23 / 01 84 88 99 / 78 44 27 29 / 71 60 26 35 / 78 85 44 03 / 71 28 29 80 / 78 96 81 70
E-mail : info@espkaya.com Site : www.espkaya.com

OBJECTIFS
Former des techniciens et ingénieurs de travaux pour satisfaire le marché de l'emploi (Etat, entreprises, collectivités territoriales, ONG et autres organisations).

MISSION
Assurer aux futurs diplômés une formation complète (humaine, morale, scientifique et technique)

CORPS ENSEIGNANT
Professeurs permanents, Professeurs des universités de Ouagadougou, de Bobo, IUT de Nîmes et Montpellier (France) ainsi que des professionnels dans toutes les filières.

LES DEBOUCHES EN GENIE CIVIL

- Chef d'entreprise, Directeur de travaux.
- Conducteurs de travaux.
- Projecteur, Métreur, Calculateur.
- Chef de chantier.
- Aide aux Conducteurs de travaux.
- Aide aux ingénieurs de calculs et d'étude de prix dans les bureaux d'études tout comme dans des entreprises.
- Technicien de laboratoire matériaux et géotechnique.
- Aide aux ingénieurs d'exploitation de carrières.

LES DEBOUCHES EN GENIE ELECTRIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

- La constitution ou l'analyse d'un cahier des charges techniques.
- Le choix des solutions technologiques (matérielle et logicielle) et économiques adaptées (aspectsabilité et qualité).
- La conception et le développement.
- La conduite de projets.
- L'installation, la mise au point, la maintenance et le dépannage des équipements.
- L'interlocuteur privilégié de l'ingénieur dans la gestion et l'encadrement d'une équipe de travail.
- Les secteurs du Réseau et de la Télécommunication.
- L'Automatique en général.

LES DEBOUCHES EN GENIE HYDRAULIQUE

- Entreprises de conception, de gestion et d'exploitation d'ouvrages et réseaux hydrauliques.
- Bureaux d'études concepteurs d'ouvrages hydrauliques.
- Collectivités territoriales et locales.
- ONG - ODE, AquaWater Solutions.
- Services des Ministères de l'Agriculture et de l'Environnement.
- Bureaux d'études et consultants, Unions de cultivateurs
- Organismes - ARID (Association Régionale sur l'Irrigation et le Drainage) et ses adhérents.
- Organismes de recherche : INERA (Institut National de l'Environnement et de Recherches Agricoles), CIAT (Centre International pour l'Agriculture Tropicale), etc.

LES DEBOUCHES DES FILIERES COMMERCIALES

- Commerces ; Banques et Assurances ; Entreprises ; ONG et Associations ; Services Publics et Privés

a) Finance comptabilité

- Collaborateur de cabinet d'expertise comptable.
- Collaborateur d'audit.
- Assistant de commissaire aux comptes.
- Assistant de directeur administratif et financier.
- Comptable et chef comptable d'entreprise.
- Trésorier d'entreprise.
- Assistant de contrôleur de gestion.
- Assistant d'expert d'affaires, etc.

b) Marketing et Gestion Commerciale

- Manager de rayon.
- Assistant Category Manager.
- Merchandiser.
- Responsable de magasin.
- animateur de promotion des ventes.
- Responsable au sein d'un réseau.
- Responsable de secteur.

FRAIS DE SCOLARITE

FILIERES TECHNIQUES

FILIERES	I1	I2	I3
Génie Civil	148	88	22
Génie Electrique et Informatique Industrielle (REERIT)	36	24	7
Génie Hydraulique Rural (SI)	22	7	0
TOTAL	206	119	29

AUTRES FILIERES

FILIERES	I1	I2	I3
Finance Comptabilité	20	20	20
Marketing/Gestion Commerciale (MGC)	20	20	20
TOTAL	40	40	40

MODALITES DE REGLEMENT

	SE	LI	MA	JU	AO	SE	AO	SE	AO
Chambre individuelle	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Chambre double	150	150	150	150	150	150	150	150	150
TOTAL	250	250	250	250	250	250	250	250	250

© 2008-2016. Châssis autorisé et © 2016-2017. Châssis double. Révision : 1 10/17



Ministère de l'Enseignement Supérieur,
de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MESRSI)

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest (UCAO)

Unité Universitaire à Bobo-Dioulasso (UUB)

Ecole Supérieure Polytechnique de Kaya (ESPK)



OFFRES DE FORMATIONS

1. Filières techniques professionnelles :

- Génie Civil, Option Bâtiments et Travaux Publics (BTP)
- Génie Electrique et Informatique Industrielle, Options Réseaux Electriques et Energies Renouvelables (REER), Réseaux Informatiques et Télécommunications (RIT) ;
- Génie Hydraulique Rural, Option Systèmes Irrigués (SI)

Niveau d'entrée :

- Bac C-D-E-F2-F3-F4 et Bac Pro (1ère année)
- DUT – BTS ou équivalent (année de Licence) ;

2. Filières commerciales :

- Finance/Comptabilité ;
- Marketing et Gestion Commerciale

Niveau d'entrée : Bac A - C-D-E-G1-G2 + Bac Pro

Diplômes délivrés : DUT et Licence Professionnelle

Ces filières sont également ouvertes aux professionnels. En cas de besoin, prendre attache avec la direction des études :

71 69 30 15 / 78 85 44 03/71282980/78968170

Inscriptions pour toutes les classes de la 1ère à la 3ème année de licence : à partir du 1er juillet 2016 de 8 h à 12 h et de 15 h à 17 h. Secrétariat ouvert du lundi au vendredi

Date limite de dépôt des dossiers : 30 septembre 2016

Si option Internat : 72 chambres individuelles et de 29 chambres doubles

Programme de la rentrée :

- Jeudi 29 septembre 2016 : rentrée des internes
- Vendredi 30 septembre – samedi 1er octobre 2016 : session de rentrée pour tous
- Lundi 03 Octobre 2016 : Début des cours

Contacts pour tout renseignement :

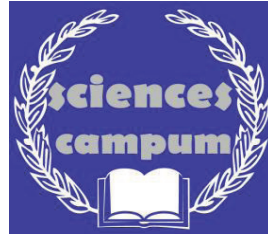
24 45 22 22/24 45 23 23/70 42 81 29/78 44 27 29/61 84 69 09/78 85 44 03

e-mails : gregbalma81@gmail.com ; majojya@gmail.com ; loyaraviniyves@gmail.com

- Site web ESPK: www.espkaya.com



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



ISC-BOBO

Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

*Les bacheliers sont informés de l'ouverture des inscriptions en
1^{ère} et 2^{ème} année dans les filières suivantes :*

- 1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :**
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
- 2. Banque et Microfinance, option :**
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
- 3. Génie Informatique, option :**
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
- 4. Gestion des ONG et des Associations, option :**
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations
- 5. Autres filières disponibles**
 - Marketing
 - Transport logistique
 - Finance-Comptabilité
 - Communication

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et
2^{ème} étage*

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

*Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46 / +226 72 08 03 03 / +226 70 01 05 05 / +226 77 20
00 26 / Email : isc@iscbobo.com / Site WEB : www.iscbobo.com*

Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

FONDATION SCIENCES-CAMPUS

I S C-BOBO

Ecole des Sciences et Technologies de Bobo
Dioulasso

01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01

Tél. : 00226 20954746

Email : isc@sicbobo.com



Burkina Faso

Unité-Progrès-Justice

APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2e Promotion de

Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie (STEEE)

Le Président de la Fondation Sciences-Campus informe le public de l'ouverture des inscriptions pour le **recrutement de la deuxième promotion d'étudiants de Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, à l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies (ISC-Bobo) pour la rentrée 2016-2017.**

Compétences visées : A l'issue de la formation, le titulaire de la Licence (Bac +3) disposera :

- Des connaissances en sciences de base et informatique appliquée,
- Des connaissances en techniques de base,
- Une approche des métiers à travers les enseignements de techniques appliqués dans les domaines, des Infrastructures Hydrauliques, de l'Eau et Assainissement, du Génie Electrique & Energétique, du Génie Civil, du Système d'Information et des Mines.

Débouchés : A l'issue de cette formation de six (6) semestres, le titulaire de la Licence aura acquis un bon niveau pour la poursuite des études en Master d'ingénierie ou intégrer le milieu professionnel.

Modules : Un tronc commun consacré aux enseignements en Sciences de base (Mathématiques, Biologie, Chimie, Géologie, électrotechnique...), Techniques de base (Calcul de structures, Hydraulique...), Techniques appliquées (Topographie, Dessin Technique, Génie Civil...) et les enseignements spécifiques selon les options.

Options /Filières de spécialisation: au sixième semestre les options sont orientées en :

- Infrastructures Hydrauliques
- Eau & Assainissement

- Génie Electrique & Energétique
- Génie civil

Conditions d'accès : la Licence STEEE est ouverte aux titulaires de Baccalauréat pour six semestres d'études donc 3 ans et aux titulaires des diplômes suivant ou leurs équivalents : DEUG, DUT, BTS pour deux semestre d'études donc 1 an.

Frais de scolarité : Formation : 275.000 FCFA /an, Frais d'inscription : 5.000 FCFA, Frais de session/en cas de reprise: 15.000 FCFA/UE

Autres frais : sont à la charge des étudiants, les frais de tenue universitaire, des feuilles de devoir, d'assurance pour les étrangers, de bibliothèques, les frais de transports et autres frais personnels.

Dossiers : Attestation ou dernier diplôme + Carte d'Identité et Fiche d'inscription à déposer au service de l'orientation au plus tard le 30 Septembre 2016 ou envoyer à ISC Bobo 01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01.

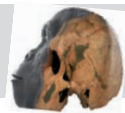
Début des cours : 15 Octobre 2016 sur le campus au centre-ville de Bobo Dioulasso, Avenue Guillaume Ouedraogo.

**Le Président,
Siaka GOW**

Adresse : Avenue Guillaume Ouedraogo/Immeuble Sanga Mady/ 01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01 /

Tél. : +226 95 20 47 46 / +226 72 08 03 03/ +226 72 07 09 09/ +226 77 20 00 26

Email : isc@iscbobo.com / www.iscbobo.com / Skype : [iscforum](https://www.skype.com)



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

Du 30 juillet au 06 août 2016

GROUPE 2

AEROPORT	22625314222	KOULOUBA	22625311918
AMARO	22625343328	MARTIN	22625508459
AR RAHMA	22625350986	METEBA	22625335333
AUGUSTINE	22625376100	NAYYIRA	22625481841
BARK WENDE	22625408590	NEIMA	22625355682
CITE AN	22625331966	NEMADIS	22625373041
BOULMIIOUGOU	22625431268	PROGRES	22625430162
DAPOYA	22625313201	PROVIDENCE	22625318648
DELWINDE	22625367280	ROOD WOOKO	22625308890
FLAYIRI	22625407344	SCHIFFEY	22625402742
FASO	22625381929	SIGRI	22625412148
HAMDALAYE	22625343694	SUD	22625384282
HEERA	22625316610	TALBA	22625362225
JABNEEL	22625447870	TANKO	22625351557
JOURDAIN	22625360686	UNIVERS	2625419965
KARPALA	22651292503	WATI	22625260053
		YOBI	22625311630

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembélé
- Valentin Mano
- Rélvwendé Hervé Roamba
- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigrane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric Poolda
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746
+226 72070909



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA I Pr Joseph KI-ZERBO

PRESIDENCE

03 BP 7021 Ouagadougou 01

Tél. : (226) 25 30 70 64/65

Fax : (226) 25 30 72 42



BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

Test d'entrée en 1ère année à l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), session 2016

Le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO porte à la connaissance des titulaires du Baccalauréat des séries C, D, E, A, G1, Bureautique professionnel, G2 et G3 des sessions de 2015 et 2016, qu'il est ouvert à l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), un test de recrutement d'étudiants en première année de licence professionnelle dans les filières suivantes :

- 1- Comptabilité-Contrôle-Audit (CCA) pour 70 places,
- 2- Assurance-Banque-Finance (ABF) pour 40 places,
- 3- Marketing et Gestion (MG) pour 40 places,
- 4- Assistance de Direction Bilingue (ADB) pour 25 places,
- 5- Méthodes Informatiques Appliquées à la Gestion (MIAGE) pour 20 places.

Le régime de la formation qui dure trois (03) ans, est celui du système Licence-Master-Doctorat (LMD).

Les dossiers de candidature devront être déposés à la scolarité de l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), du mercredi 13 juillet au vendredi 29 juillet 2016 et du jeudi 1er septembre au vendredi 09 septembre 2016, de 07h30 à 12h

Le dossier de candidature est composé des pièces suivantes :

- une demande manuscrite non timbrée adressée à Monsieur le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO, portant les noms, prénoms, adresse et signature du candidat avec précision de la filière choisie ;
- une photocopie légalisée de l'attestation du baccalauréat des sessions 2015 ou 2016 ;
- une photocopie légalisée de l'acte de naissance ;
- une photocopie du reçu de versement des frais d'inscription au test (15 000F CFA), payable à la comptabilité de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO (à Zogona);

Les informations complémentaires relatives aux différentes filières sont affichées à la Direction des affaires académiques, de l'orientation et de l'information (DAOI), à l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), sur le site de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO www.univ-ouaga.bf.

Le test se déroulera le lundi 19 septembre 2016 à partir de 6 heures 30 minutes dans les amphithéâtres Libyens de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO pour les filières ABF et CCA et au sein de l'IBAM pour MG, MIAGE, ADB.

La répartition des candidats sera affichée le jeudi 15 septembre 2016 devant les amphithéâtres Libyens et au sein de l'IBAM.

L'admission au test n'implique pas l'attribution d'une bourse de l'enseignement supérieur.

Pour toute information complémentaire, s'adresser à la scolarité de l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM).

Pr Rabiou CISSE
Chevalier de l'ordre national
Officier de l'Ordre des Palmes académiques



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

^{/kk}
**MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION**

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA I Pr Joseph KI-ZERBO

PRESIDENCE

03 BP 7021 Ouagadougou 01
Tél. : (226) 25 30 70 64/65
Fax : (226) 25 30 72 42



BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

Recrutement en 1ère année pour la formation des Technicien(ne)s Supérieurs de Santé, option Analyses Biomédicales

Le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO, porte à la connaissance des titulaires du baccalauréat 2016 et des professionnels qu'il est ouvert à l'UFR des Sciences de la Santé, un concours direct de recrutement d'étudiant(e)s pour la 1ère année de la section de formation des Technicien(ne)s Supérieurs de Santé, option Analyses Biomédicales.

1) Formation et diplôme

La durée de la formation est de trois (3) ans. La formation est sanctionnée par le diplôme de Licence Professionnalisée en Analyses Biomédicales.

2) Conditions et modalités d'accès

Les conditions et modalités d'accès à cette section de formation universitaire et professionnelle sont les suivantes :

a) Titulaire du baccalauréat

- être titulaire du baccalauréat session 2016 série C ou D,
- avoir été déclaré admis au concours.

b) Professionnels

- être technicien(ne) de laboratoire,
- avoir trois (3) années d'ancienneté en cette qualité,
- avoir l'autorisation du Ministère de la Santé,
- avoir été déclaré(e) admis(e) au concours,

c) Admission

- l'admission est prononcée sur la base de l'obtention d'une moyenne égale au moins à 10/20. Toute note inférieure à 6/20 est éliminatoire.

Le dossier de candidature comprend :

- une demande manuscrite adressée à Monsieur le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO,
- une attestation légalisée de réussite au baccalauréat série C ou D
- une copie légalisée d'acte de naissance ou de jugement supplétif tenant lieu.

d) Epreuves

Le concours comporte :

Pour les bacheliers, trois épreuves

- mathématiques : coefficient : 2
- physique-chimie : coefficient : 3

- Sciences naturelles : biologie : coefficient : 2

Pour les professionnels, cinq épreuves d'une (1) heure chacune :

- Biochimie coefficient : 3
- Hématologie coefficient : 2
- Microbiologie : coefficient : 1
- Parasitologie : coefficient : 1
- Immunologie: Coefficient : 1

3) Déroulement des épreuves

Les épreuves se dérouleront le Jeudi 22 Septembre 2016 dans l'enceinte de l'UFR/SDS de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO.

Les candidatures sont recevables au service courrier de l'UFR/SDS du 1er au 15 Septembre 2016, les jours ouvrables de 08h à 11h30.

Le nombre de places mises en compétition est de quinze (15) pour les titulaires du baccalauréat session 2016 et cinq (5) pour les professionnels.

Les candidats doivent s'acquitter des frais de dossiers fixés à quinze mille (15.000) francs CFA auprès de la comptabilité de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO et une copie de cette quittance doit être jointe au dossier de candidature.

4) Informations générales

Les candidat(e)s doivent se munir d'une C.N.I.B. ou d'un passeport en cours de validité et de quoi écrire.

N.B. : 1) L'admission au concours de recrutement ne donne pas droit automatiquement à l'obtention d'une bourse nationale ni au statut de stagiaire.

2) Le régime d'examen terminal unique n'est pas admis dans la section.

3) La présence aux enseignements théoriques et aux travaux pratiques est obligatoire.

Pr Rabiou CISSÉ/

Chevalier de l'Ordre national

Officier de l'Ordre des Palmes académique



Annonces

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/4 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERHCE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA II

PRESIDENCE

INSTITUT UNIVERSITAIRE
DE FORMATIONS INITIALE ET CONTI-
NUE

Tél. : 25 40 94 04

BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice



N° 2016- /MESRSI/SG/UO2/P/IUFIC

APPEL A CANDIDATURES Pour le recrutement d'étudiants de la 2ème promotion en Licence professionnelle en Protection et Droits de l'Enfant

Le Président de l'Université Ouaga II informe le public de l'ouverture de tests pour le recrutement de la 2ème promotion d'étudiants en Licence professionnelle en Protection et Droits de l'Enfant, à l'Institut Universitaire de Formations Initiale et Continue (IUFIC), pour la rentrée universitaire 2016-2017.

La Licence professionnelle en Protection et Droits de l'Enfant est une formation interdisciplinaire qui envisage de doter les acteurs des administrations publiques, des ONG, des associations et les étudiants, des connaissances sur la protection de l'enfant. Les débouchés des produits sont les postes d'assistants de programmes au sein de l'administration, des institutions et des ONG orientées vers la question de l'enfance.

Les enseignants sont des universitaires et des professionnels, tous spécialistes des questions d'enfance. Une équipe d'intervenants de profils divers (juristes, médecins, spécialistes des questions de population, sociologues, économistes, statisticiens, géographes, communicateurs, psychologues, informaticiens) et d'horizons diverses assurent les enseignements.

- enseignants-chercheurs des UFR et des écoles supérieures ;
- professionnels de l'Administration, ONG et partenaires au développement.

Contenu de la formation

La formation dispensée est en présentiel et en cours du soir. Elle comprend des enseignements théoriques, méthodologiques, appliqués ou pratiques et, un stage d'imprégnation professionnelle.

Conditions d'accès à la formation

- Etre titulaire d'un DEUG II en sciences sociales, économiques, juridiques, politiques, humaines, en sciences de la vie et de la terre reconnu par le CAMES ;
- Etre titulaire d'un BTS, DUT, DTS, DEUP reconnu par le CAMES ou tout diplôme équivalent d'un établissement d'enseignement supérieur ayant une convention avec l'Université Ouaga II.

Le nombre de places disponibles est de quarante (40).

Coût de la formation

- Frais d'inscription : 50.000 f CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250.000 f CFA pour les étudiants hors zone UEMOA.
- Frais de formation : 450.000 f CFA payables en une seule tranche au plus tard le 30 novembre 2016.

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent déposer du 20 au 29 juillet 2016 et du 1er septembre au 30 octobre 2016 inclus au Secrétariat de l'IUFIC (situé à la ZAD, deux rues derrière le SIAO, troisième étage), un dossier de candidature adressé à Monsieur le Président de l'Université Ouaga II, comprenant :

- Une demande de candidature manuscrite timbrée à 200 f adressée au Président de l'Université Ouaga II ;
- Une photocopie légalisée du ou des diplômes obtenus, y compris celui du Bac ;
- Une photocopie légalisée des relevés de notes (y compris celui du baccalauréat) ;
- Un curriculum vitae ;
- Une lettre de motivation exprimant clairement les objectifs poursuivis par le candidat ;
- Une copie légalisée de CNIB ou passeport ou certificat de nationalité.

Les candidats seront sélectionnés à partir de leur dossier et feront un test.

Pour cette rentrée académique, le recrutement se fera selon le processus et le calendrier suivants :

- Date limite de dépôt des dossiers : 30 octobre 2016.
- Présélection sur dossier : 07 novembre 2016.
- Entretien : 10 novembre 2016
- Résultats : 15 novembre 2016

Le calendrier académique est le suivant :

- Inscriptions administratives : 15 au 30 novembre 2016
- Inscriptions pédagogiques : 1er au 30 décembre 2016
- Début des cours : 11 janvier 2017
- Période de stage : août à septembre 2017
- Fin des cours et soutenance des rapports de stage : octobre 2017

NB : les cours et les évaluations se déroulent du lundi au vendredi de 17 heures à 21 heures, le samedi toute la journée et exceptionnellement le dimanche. Quelques missions d'enseignements, conférences et séminaires peuvent se tenir dans la journée. Dans ce cas, les auditeurs seront informés à l'avance afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires pour être présents.

Pour de plus amples informations, prendre contact avec le secrétariat de l'IUFIC au (00226) 25 40 94 04, Courriel : iufic@univ-ouaga2.bf

Pour le Président en mission et par intérim,
Le Vice-président chargé des Enseignements
et des Innovations Pédagogiques



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET
DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA II

PRESIDENCE

INSTITUT UNIVERSITAIRE
DE FORMATIONS INITIALE ET CONTINUE

Tél. : 25 40 94 04

N° 2016- /MESRS/SG/UO2/P/IUFIC

BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice



APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2ème promotion du Master en Finance Quantitative et Gestion de Risques Financiers

Le Président de l'Université Ouaga II informe le public de l'ouverture de tests pour le recrutement de la 2ème promotion du Master en Finance Quantitative et Gestion de Risques Financiers, à l'Institut Universitaire de Formations Initiale et Continue (IUFIC), pour la rentrée universitaire 2016-2017.

Le Master en finance quantitative et gestion de risques financiers est une formation diplômante en finance répondant à une forte demande de contrôle des risques dans les banques, les autres institutions financières et les sociétés d'assurances.

Ce master est également un cadre de perfectionnement pour certains professionnels du monde des finances, tant dans l'administration publique que dans le secteur privé (cadres de banques, gestion de micro-finance, conseiller ou manager en risques financiers, Contrôleur des finances, consultants en finance et auditeurs, Chargé d'Etudes Statistiques, Chargé d'Etudes Actuarielles, Ingénieur financier, Conception de nouveaux produits dérivés, innovation financière; Gestion de portefeuille, Financement de grands projets financiers, etc.).

Les enseignants sont des universitaires et des professionnels, tous spécialistes des questions financières, de la modélisation stochastique et de la gestion des risques.

Contenu de la formation

La formation dispensée est en présentiel et en cours du soir. Elle combine des enseignements théoriques (par des universitaires burkinabé et sous-régionaux), méthodologiques appliqués ou pratiques et un stage d'imprégnation professionnelle.

Conditions d'accès à la formation

- La formation est ouverte aux titulaires d'une licence (Bac+3 ou 180 crédits) en Sciences économiques ou en Sciences de Gestion reconnue par le CAMES ou tout diplôme équivalent d'un établissement d'enseignement supérieur ayant une convention avec l'Université Ouaga II.
- De solides connaissances en probabilités et statistiques et des compétences avancées en informatique sont des atouts pour la formation.

Le nombre de places disponibles est de trente (30).

Coût de la formation : 2 050 000 f CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 2 450 000 f CFA pour les ressortissants hors zone UEMOA.

- 1ère année du Master (2016-2017)

• Frais d'inscription : 50.000 f CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250 000 f CFA pour les étudiants hors zone UEMOA.

• Frais de formation : 1 200 000 f CFA payables en deux tranches.

- 1ère tranche : 700 000 f CFA avant le 30 novembre 2016
- 2ème tranche : 500 000 f CFA au plus tard le 28 février 2017

- 2ème année du master (2017-2018)

• Frais d'inscription : 50.000 f CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250 000 f CFA pour les étudiants hors zone UEMOA.

• Frais de formation : 750 000 f CFA payables en une seule tranche au plus tard le 30 novembre 2017.

NB : les frais de formation pour la deuxième année du Master (année académique 2016-2017) demeurent fixés à 1 200 000 francs CFA et les frais d'inscription à 50.000 f CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250 000 f CFA pour les étudiants hors zone UEMOA.

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent déposer du 20 au 29 juillet 2016 et du 1er septembre au 30 octobre 2016 inclus au Secrétariat de l'IUFIC (situé à la ZAD, deux rues derrière le SIAO, troisième étage), un dossier de candidature adressé à Monsieur le Président de l'Université Ouaga II, comprenant :

- Une demande de candidature manuscrite timbrée à 200 f adressée au Président de l'Université Ouaga II
- Une photocopie légalisée des diplômes obtenus du Baccalauréat à la Licence ;
- Une photocopie légalisée des relevés de notes (y compris celui du baccalauréat) ;
- Un curriculum vitae ;
- Une lettre de motivation exprimant clairement les objectifs poursuivis par le candidat ;
- Une copie légalisée de CNIB ou passeport ou certificat de nationalité.

Les candidats présélectionnés sur dossier subiront un test écrit.

Pour cette rentrée académique, le recrutement se fera selon le processus et le calendrier suivants :

- Date limite de dépôt des dossiers : 30 octobre 2016.
- Présélection sur dossier : 07 novembre 2016.
- test : 10 novembre 2016
- Résultats : 15 novembre 2016

Le calendrier académique est le suivant :

- Inscriptions administratives : 15 au 30 novembre 2016
- Inscriptions pédagogiques : 1er au 30 décembre 2016
- Début des cours : 11 janvier 2017
- Fin des cours : 30 octobre 2017

NB : les cours et les évaluations se déroulent du lundi au vendredi de 17 heures à 21 heures, le samedi toute la journée et exceptionnellement le dimanche. Quelques missions d'enseignements, conférences et séminaires peuvent se tenir dans la journée. Dans ce cas, les auditeurs seront informés à l'avance afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires pour être présents.

Pour de plus amples informations, prendre contact avec le secrétariat de l'IUFIC au (00226) 25 40 94 04, Courriel : iufic@univ-ouaga2.bf

Pour le Président en mission et par intérim,
Le Vice-président chargé des Enseignements
et des Innovations Pédagogiques

Pr François de Charles OUEDRAOGO
Chevalier de l'Ordre des Palmes Académiques



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017




s'inscrire à l'ISPP, c'est réussir
ses ambitions professionnelles



Rétrouvez-nous sur
f
t
YouTube


05 BP 6635 Ouagadougou 05 - Bur.(+226) 25 41 11 33 / 25 40 88 41 - Cel. (+226) 78 83 54 11
E-mail : info@ispp.bf - Site web : www.ispp.bf



Licences pro
Masters

Formation à distance

Résolvez vos contraintes de temps et de distance



Rétrouvez-nous sur
f
t
YouTube

05 BP 6635 Ouagadougou 05
Bur. (+226) 25 41 11 33 / 25 40 88 41
Cel. (+226) 78835411
E-mail : info@ispp.bf - Site web : www.ispp.bf

Communiqué ISPP

Recrutement des 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} années licences au titre de l'année académique 2016-2017

L'Institut Supérieur Privé Polytechnique (ISPP) a le plaisir de porter à votre connaissance que les inscriptions pour des formations des 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} années licences au titre de l'année académique 2015-2016 ont commencé.

Inscrivez-vous à l'ISPP en 1^{ère}, 2^{ème} ou 3^{ème} année de master et bénéficiez d'une formation de qualité indéniable dans les filières suivantes :

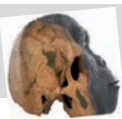
- Génie Civil option BTP
- Assistanat de Direction (AD)
- Banque & Institutions de Microfinance (BIMF)
- Communication d'Entreprise et Marketing (CEM)
- Finance – Banque (FB)
- Finance Comptabilité (FC)

- Gestion Commerciale & Marketing (GCM)
- Gestion des Ressources Humaines (GRH)
- Management des Projets (MP)
- Transport Logistique (TL)
- Droit
- Economie

Les formations se dérouleront dans les annexes PATTE D'OIE et KOULOUBA (Centre-ville) et au siège de l'ISPP à Ouaga 2000 Zone D.

Renseignements :

Siège : 00226 25 41 11 33 / 68 91 80 82
Annexe Patte d'oie : 00226 25 40 88 41 / 78 36 89 88
Annexe Kouloba : 00226 25 31 61 56 / 78 83 54 11
Email: info@ispp.bf
Site web: www.ispp.bf



Les Offres de bourses

BIN /SANS
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION,
DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET PROFES-
SIONNELLE, ET DES BOURSES

BURKINA FASO
Unité-progrès- justice



N° 2016 -000680/MESRSI/SG/CIOSPB/DBAF

Le Ministre

Ouagadougou, le 08 juillet 2016/juillet 2016

A

Objet : informations relative aux bourses
nationales de 3e CYCLE

Tout étudiant candidat à la bourse nationale de 3e cycle hors Afrique

IL est porte à la connaissance des étudiants désireux d'entreprendre des études de 3e Cycle hors d'Afrique que l'octroi de la bourse répond a de critères définis à l'article 45 du décret 2008- 865 /PRES/PM/MESSRS/MF/MFPRE/MJE du 30 décembre 2008 portant définition des divers régimes de bourses d'études au Burkina Faso et fixation des modalités de leur contingentement .

I. MODALITES ET CONDITION D'ATTRIBUTION

Les bourses de 3e cycle sont attribuées, dans les limites du contingentement en cours aux étudiants de nationalité burkinabè remplissant les conditions suivantes :

- Etre titulaire d'une maîtrise ou son équivalent avec au moins la mention « assez bien » pour les étudiants relevant de l'ancien système ou d'un Master II de recherche ou son équivalent avec au moins la mention « assez bien » pour les étudiants relevant du système LMD;
- Avoir 28 ans au plus.

Les bourses sont attribuées au regard des besoins de développement du Burkina Faso .

Les filières et les lieux de formation retenus pour les bénéficiaires sont aussi fonction de ces priorités et ne correspondent pas nécessairement aux souhaits manifestés.

Les inscriptions obtenues indépendamment par des étudiants suite à leurs démarches personnelles n'entraînent pas l'octroi systématique de la bourse nationale.

II.COMPOSITION DU DOSSIER

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes

- Une demande manuscrite timbrée à 200CFA (timbre fiscal) adressée à monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation ;
- Un extrait d'acte de naissance ;

- Un certificat de nationalité burkinabè ;
- Les copies légalisées des diplômes (ou attestations des diplômes) de la maîtrise ou du master II ou son équivalent ;
- Les relevés de notes des deux dernières années d'études ;
- Un curriculum vitae ;
- Un thème et un protocole de recherche bien définis de deux (02) Pages minimum à cinq (5 pages Maximum) ;
- Une attestation de pré inscription et un document indiquant les coûts de la formation sollicitée ;
- Une lettre de recommandation pour les postulants ayant effectué leurs études de 1er ou 2nd cycle en dehors du Burkina Faso
- Une lettre de motivation

Les candidates titulaires d'un master professionnel, d'un DESS ou d'un diplôme d'ingénieur de conception ne sont pas éligibles à la bourse nationale de 3e cycle.

IL est rappelé aux candidats que les établissements privés ne sont pas éligibles aux bourses nationales.

En raison des difficultés d'inscription et du faible quota de bourses allouées, ne seront pris en compte pour la compétition que les candidats remplissant la condition et disposant de la maîtrise ou du Master II de recherche ou son équivalent au moment des travaux de la Commission nationale des bourses d'études et de stages (CNBES)

La date limite de réception des dossiers de candidature au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) est fixée le vendredi 19 AOUT 2016.

P/Le Ministre et par délégation, le
Le Secrétaire général
Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA
Chevalier de l'Ordre national



Les Offres de bourses

BIN /SANS
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION,
DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET PROFES-
SIONNELLE, ET DES BOURSES



BURKINA FASO
Unité-progrès- justice

N 2016-N /0054 MESRSI /SG/CIOSPB/DBAF

Ouagadougou, le 08 juillet 2016juillet 2016

COMMUNIQUE

Le Ministre de l'Enseignement Supérieur la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MESRSI) a l'honneur d'informer les lauréats de la session de juillet 2016 du baccalauréat, candidats a une bourse nationale d'études supérieures, que les dossier de demandes de bourses doivent être disposés au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB).

Peuvent faire acte de candidature, les candidats âgés de 22 ans au plus au 31 décembre 2016 et ayant obtenu :

Pour les garçons :

Au moins de 12/20 de moyenne générale à l'issue du premier tour à la session de 2016 du baccalauréat ;

Au moins 12/20 de moyenne générale pour les autres candidats de nationalité burkinabè admis à un baccalauréat de la session de 2016 dans un autre pays.

Pour les filles :

Au moins de 11,5 /20 de moyenne générale a l'issue du premier tour à la session de 2016 du baccalauréat ;

Au moins 11,5 /20 de moyenne générale pour les autres candidates de nationalité burkinabè admises à un baccalauréat de la session de 2016 dans un autre pays.

Le dossier de candidature doit comprendre les pièces suivantes :

1. Une demande manuscrite timbrée a 200F adressée au Ministre de l'Enseignement Supérieure la Recherche Scientifique et de l'Innovation mentions clairement les coordonnées (adresse, tél, e-mail) du postulant ;
2. Une fiche de candidature a retirer au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) sis au 261 avenue de la Grande Chancellerie ou à télécharger au www.ciospb.bf ou au www.mess.gov.bf;
3. Un extrait d'acte de naissance ;
4. Un certificat de nationalité burkinabè ;
5. Un document précisant la situation matérielle des parents :
 - a) soit une copie de la dernière déclaration annuelle des revenus du père et de

la mère de l'élève, certifiée par le service des impôts pour les non-salariés ;
b) soit selon le cas, le dernier bulletin de salaire, le dernier relevé de solde ou de pension du père et de la mère de l'intéressé (e) pour les salariés ;

6. Un extrait certifié conforme du livret de famille datant de moins de trois (3) mois et précisant la composition de la famille du père ou du tuteur de l'intéressé (e), (le nom du candidat doit y figurer) ;

7. Une photocopie légalisée de l'attestation de succès au baccalauréat, session de 2016 ;

8. Une photocopie légalisée du relevé des notes du baccalauréat, session de 2016 ;

9. Une chemise cartonnée (ne rien écrire dessus) ;

10. Une double feuille quadrillée de format 21 x29, 5 portant sur la premières page les indications suivantes :

Etablissement.....

Série du baccalauréat.....

Nom Prénom (s).....

Date et lieu de naissance

***La date limite de dépôt des dossiers est fixée impérativement au vendredi 02 Septembre 2016 a 17heure au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) .**

***Le Programme de dépôt des dossiers peut être consulté au (CIOSPB) ou dans les directions régionales du Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (DR-MENA).**

NB : les dossiers incomplets ne seront pas reçus.

DIFFUSION : dix (10) jours

Midi et soir

P/Le Ministre et par délégation, le

Le Secrétaire général

Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA

Chevalier de l'Ordre national



Annonces

Sciences-Campus Info

Quotidien numérique

Actualité générale et spécifique

Téléchargeable 7/7 jours; du lundi au dimanche.

Science - Université - Education - Politique - Société - Economie

- L'actualité générale en continue des 45 provinces du Burkina
- L'actualité des Centres de recherche
- L'actualité des campus et universités
- L'actualité sur la santé et le bien être
- L'actualité au quotidien de chaque département ministériel
- L'actualité internationale

Abonnement gratuit

Vous téléchargez le quotidien chaque jour
sur le site du lundi au dimanche
www.sciences-campus.info

Abonnement VIP

Vous recevez le quotidien dans votre boîte e-mail
du lundi au dimanche
12 000 FCFA/ an

VIP

*Abonnez vous et obtenez le premium
du lundi au Dimanche*

A remplir et renvoyer au siège ou par e-mail

Nom:

E-mail:

Téléphone:

12 000 FCFA /an à payer par chèque, en espèces au siège, par Airtel Money ou sur le
Compte ECOBANK n°0010-281732300602 SWIFT: ECOCBFBF

www.sciences-campus.info
Messagerie: ac@sc-mail.info / contact@sciences-campus.info
Tél: + 225 25 35 36 39/ 76 60 97 21 / 72 08 03 03
Adresse postale: 02BP 5805 Ouagadougou 02
Avenue des Tensoaba